

Quand Karim Khan de la CPI rompra-t-il son silence sur la Palestine ?

Description

Par Maureen Clare Murphy, le 01 dÃ©cembre 2022



Des groupes de dÃ©fense des droits de lâ??homme demandent au procureur en chef de la CPI dâ??affirmer que la Cour enquÃªtera sur lâ??assaut contre Gaza menÃ© par IsraÃ«l en aoÃ»t / Mohammed ZaanounActiveStills

Personne ne sâ??attendait Ã ce que la quÃªte palestinienne de justice auprÃ¨s de la Cour pÃ©nale internationale (CPI) aboutisse rapidement et sans difficultÃ©.

Le fait est que peu de progrÃ¨s ont Ã©tÃ© rÃ©alisÃ©s dans les trois ans qui se sont Ã©coulÃ©s depuis que Fatou Bensouda, la procureure en chef de la CPI Ã lâ??Ã©poque, a mis fin Ã son enquÃªte prÃ©liminaire de plusieurs annÃ©es, recommandant *in fine* une enquÃªte sur les crimes de guerre prÃ©sumÃ©s en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Alors que la situation sur le terrain ne cesse de se dÃ©tÃ©riorer, lâ??enquÃªte palestinienne semble sâ??enliser de plus en plus. Les grands pouvoirs mondiaux sont soit ambivalents, soit ouvertement hostiles Ã lâ??investigation, tout en prodiguant un soutien sans faille Ã lâ??enquÃªte rÃ©cemment ouverte par la CPI sur lâ??Ukraine.

Et entre-temps, nous avons vu IsraÃ«l Ã©lire le gouvernement de droite le plus extrÃªme de son histoire, mettant en vedette des dÃ©fenseurs sans vergogne dâ??exÃ©cutions extrajudiciaires et du nettoyage ethnique.

Lâ??annÃ©e 2022 a Ã©tÃ© la plus meurtriÃ¨re pour les palestiniens en Cisjordanie depuis au moins 2005 et le siÃ¨ge que lâ??on peut qualifier de Â« sociocide Â» imposÃ© par IsraÃ«l Ã Gaza se poursuit implacablement. Quant aux perspectives pour 2023, le moins que lâ??on puisse dire, câ??est quâ??elles ne sont pas bonnes.

Jusquâ??Ã quel point la situation doit-elle se dÃ©tÃ©riorer avant que Karim Khan, procureur en chef de la CPI depuis juin 2021, ne traite lâ??enquÃªte sur la Palestine avec lâ??urgence que, de toute Ã©vidence, elle requiert?

Dissuasion

Quelque 200 organisations en Palestine et Ã travers le monde mettent la pression sur Khan non seulement pour quâ??il enquÃªte sur les crimes israÃ©liens, mais aussi pour quâ??il les empÃªche en avertissant IsraÃ«l de leur illÃ©galitÃ©.

Bensouda, la prÃ©dÃ©cesseure de Khan, a Ã©mis un certain nombre de tels avertissements, empÃªchant un crime de guerre sinon plus pendant son mandat.

Le ministre israÃ©lien des Affaires Ã©trangÃ¨res de lâ??Ã©poque a, en effet, reconnu par la suite que lâ??intervention de Bensouda concernant la destruction prÃ©vue de Khan al-Ahmar, une communautÃ© bÃ©douine de Cisjordanie, avait poussÃ© le gouvernement Ã suspendre au moins provisoirement le projet.

Â« Cela montre sans Ã©quivoque que de telles dÃ©clarations Ã visÃ©e prÃ©ventive peuvent avoir une effet dissuasif Â», dÃ©clarent quelques dizaines de groupes dans leur lettre Ã Khan.

Ils pointent du doigt Â« dâ??importantes occasions manquÃ©es pour de telles dÃ©clarations prÃ©ventives Â», comme lors de lâ??offensive militaire unilatÃ©rale dâ??IsraÃ«l sur Gaza pendant trois jours en aoÃ»t 2022 qui a tuÃ© des civils dans leurs maisons.

Â« De mÃªme, aucune dÃ©claration de ce type nâ??a Ã©tÃ© Ã©mise lorsque lâ??armÃ©e israÃ©lienne a attaquÃ© et agressÃ© des fidÃ¨les Ã la mosquÃ©e al-Aqsa et dans lâ??enceinte

dâ??al-Haram al-Sharif Ã JÃ©rusalem-Est occupÃ©e, le troisiÃ¨me site religieux le plus sacrÃ© pour les musulmans Â», ajoutent-ils.

Â« Les incursions ont eu lieu pendant le Ramadan, le mois le plus sacrÃ© du calendrier musulman, dans une escalade qui a gravement menacÃ© la paix et la sÃ©curitÃ© rÃ©gionales. Â»

Les groupes ont Ã©galement notÃ© les Â« dÃ©signations comme terroristes Â» par IsraÃ«l de six ONG Ã©minentes et rÃ©putÃ©es de la sociÃ©tÃ© civile palestinienne accompagnÃ©es de raids rÃ©cents contre leurs bureaux.

Trois des groupes ciblÃ©s ont fourni des preuves Ã la CPI et câ??est bien la nature Â« constructive Â» de leur Â« engagement Â» â?? comme dit la lettre Ã Khan â?? qui est en grande partie la raison pour laquelle IsraÃ«l les rÃ©prime.

Silence

Et pourtant Khan est restÃ© silencieux.

Â« Bien que lâ??attaque orchestrÃ©e par IsraÃ«l visant ces organisations puisse clairement entraver le travail de la CPI, il nâ??y a eu aucune rÃ©action de votre bureau en direction du public Â», indique la lettre, appelant Khan Ã condamner et Ã demander lâ??effacement de ces dÃ©signations infamantes.

Les groupes appellent Ã©galement le procureur en chef Ã promettre que la CPI enquÃªtera sur lâ??offensive israÃ©lienne dâ??aoÃ»t sur Gaza et Â« accÃ©lÃ©rera de toute urgence Â» lâ??enquÃªte sur la Palestine, Â« y compris les crimes contre lâ??humanitÃ© que sont lâ??apartheid et les persÃ©cutions Â».

Ils exhortent Ã©galement Khan Ã se rendre en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et de solliciter lâ??aide de lâ??Ã?gypte et de la Jordanie, non seulement en vue de faciliter une telle visite, mais aussi pour ouvrir un bureau en Palestine mÃªme, dont lâ??accÃ¨s pour les enquÃªteurs internationaux des droits de lâ??homme est depuis longtemps refusÃ© par IsraÃ«l .

Al-Haq, lâ??un des groupes dÃ©signÃ©s et perquisitionnÃ©s par IsraÃ«l, qui fournit des preuves au tribunal, intente en parallÃ¨le une action en justice contre le Centre dâ??information et de documentation dâ??IsraÃ«l (CIDI), un lobby israÃ©lien basÃ© aux Pays-Bas.

Le groupe de dÃ©fense des droits de lâ??homme accuse le CIDI de diffamation pour avoir amplifiÃ© les allÃ©gations non fondÃ©es dâ??IsraÃ«l Ã son encontre.

Le CIDI a publiÃ© Â« des dizaines dâ??articles Â» au cours des derniÃ¨res annÃ©es Â« prenant pour cible les organisations de la sociÃ©tÃ© civile palestinienne Â» et Â« dÃ©lÃ©gitimant leur travail vital de dÃ©fense des droits de lâ??homme Â», dÃ©clare Al-Haq.

Le groupe de pression (le CIDI) a longtemps fait campagne pour mettre fin Ã toute aide nÃ©erlandaise aux groupes palestiniens.

Ã? cette fin, il a empruntÃ© les campagnes de diffamation du gouvernement israÃ©lien, dont le dossier tristement reprÃ©sentatif Â« Terroristes en costume Â» produit par le ministÃ¨re israÃ©lien des

Affaires stratÃ©giques, un document de 76 pages contenant des caricatures racistes, des erreurs factuelles et des affirmations non fondÃ©es.

Â« AllÃ©gations diffamatoires Â»

Selon Al-Haq, en mai et juin de cette annÃ©e, le CIDI a publiÃ© et promu sur les rÃ©seaux sociaux Â« trois articles diffamantes tentant de ternir (sa) rÃ©putation professionnelle Â».

Â« En plus de contenir de nombreuses allÃ©gations diffamantes, ces articles du CIDI Ã©taient truffÃ©s de graves erreurs factuelles Â», a dÃ©clarÃ© Al-Haq cette semaine.

Ces erreurs et fausses dÃ©clarations comprenaient lâ??affirmation selon laquelle les principales sociÃ©tÃ©s de cartes de crÃ©dit auraient bloquÃ© les paiements Ã Al-Haq depuis 2018, la classant comme Â« organisation terroriste Â».

Le groupe de dÃ©fense des droits dÃ©clare que les sociÃ©tÃ©s de cartes de crÃ©dit nâ??ont pas Â« mis fin Ã leurs services financiers Ã Al-Haq â?? ne serait-ce que parce quâ??Al-Haq ne bÃ©nÃ©ficiait pas de tels services Â».

Le CIDI affirme quâ??Al-Haq a Ã©tÃ© fondÃ© par Shawan Jabarin, lâ??actuel directeur gÃ©nÃ©ral, et prÃ©tend quâ??il est un commandant du FPLP, un parti politique marxiste-lÃ©niniste avec une branche armÃ©e proscrit par IsraÃ«l, les Ã?tats-Unis et lâ??UE.

Al-Haq fut en fait fondÃ© en 1979 par les juristes palestiniens Raja Shehadeh, Charles Shamas et Jonathan Kuttab.

Quant Ã lâ??affirmation selon laquelle Jabarin est un commandant du FPLP, Al-Haq dÃ©clare quâ??il sâ??agit Â« dâ??un exemple choquant de diffamation hautement toxique Â».

Le groupe de dÃ©fense des droits ajoute que Â« les principales accusations du CIDI portent sur des allÃ©gations erronÃ©es et non fondÃ©es selon lesquelles Al-Haq est impliquÃ© dans le terrorisme â?? une accusation grave, juridiquement comparable Ã la complicitÃ© de meurtre Â».

Les Pays-Bas font partie des 10 Ã?tats europÃ©ens qui ont rejetÃ© les dÃ©signations terroristes dâ??IsraÃ«l contre Al-Haq comme celles contre plusieurs autres groupes de la sociÃ©tÃ© civile palestinienne.

La plainte en justice somme le CIDI de supprimer les trois articles dâ??ici le 5 dÃ©cembre et lui demande de Â« publier des rectifications claires Â» de ses Â« inexactitudes factuelles et affirmations non fondÃ©es Â».

Lâ??avocat dâ??Al-Haq a Ã©galement dÃ©posÃ© une plainte pÃ©nale auprÃ¨s du procureur nÃ©erlandais Â« en raison de la gravitÃ© des fausses allÃ©gations du CIDI et du tort dÃ©jÃ causÃ© Ã la rÃ©putation dâ??Al-Haq, en particulier aux Pays-Bas Â».

Â« Nous avons dÃ©fiÃ© les efforts du gouvernement israÃ©lien pour fermer Al-Haq et pour nous rÃ©duire au silence â?? et nous continuerons Ã le faire Â», a dÃ©clarÃ© le groupe lundi.

Â« Dans le mÃªme esprit, nous ne serons pas rÃ©duits au silence par des groupes qui nous diffament afin de perturber le travail Ã©thique que nous menons en faveur des droits humains. Â»

Bref, il est grand temps que Karim Khan de la CPI rompe son silence et montre sa solidaritÃ© avec les groupes palestiniens qui sont persÃ©cutÃ©s pour la simple raison quâ??ils cherchent Ã reprÃ©senter devant la Cour les victimes des crimes graves dâ??IsraÃ«l.

NB: La mÃªme Maureen Clare Murphy nous apprend dans son article du 13 dÃ©cembre pour The Electronic Intifada que, confrontÃ© aux plaintes de Al-Haq, Â« le lobby pro-israÃ©lien (le CIDI) a avouÃ© avoir menti Ã propos du groupe palestinien pour les droits humains Â». Le CIDI a donc supprimÃ© trois articles de son site web qui laissaient entendre, sur des bases mensongÃ¨res, quâ??Al-Haq Ã©tait un organisme terroriste.

Trad B.M pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : The Electronic Intifada

date crÃ©Ã©e
2022/12/14